

# LA GAZETTE D'ADELIA

*L'usage des données et des data dans  
les collectivités locales*



## DANS CE NUMERO

**1**

*La donnée publique dans  
la gestion des affaires locales*

Dans un contexte de numérisation croissante des services publics, l'usage des données et des data dans les collectivités locales est devenu un enjeu majeur.

**2**

*Les bénéfices de  
l'exploitation de la data*

L'exploitation efficace de ces informations permet d'améliorer la gestion des ressources, d'optimiser les services aux citoyens et de favoriser la transparence ainsi que la participation citoyenne.

**3**

*Le rôle des cabinets de conseil*

**4**

*Les enjeux futurs en matière  
de data*

## L'importance des données publiques dans la gestion des affaires locales

Les collectivités locales s'appuient largement sur les données issues des statistiques publiques en libre accès pour orienter leurs politiques et prendre des décisions adaptées aux réalités du territoire. Ces données proviennent de sources telles que l'INSEE, l'Observatoire des Territoires, France Travail, la Caf, la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires), le SDES (Service des données et études statistiques), ou encore *Open Data France*. Elles couvrent une grande variété de domaines comme la démographie, l'emploi, le logement, la précarité sociale, la santé et l'éducation.

Par exemple, les données démographiques fournies par l'INSEE permettent aux municipalités d'anticiper les besoins en infrastructures scolaires en fonction des évolutions de la population locale. De même, les données de *France Travail* sur l'évolution du chômage aident les collectivités à ajuster leurs dispositifs d'accompagnement à l'emploi et à orienter les politiques de formation professionnelle.



Institut national de la statistique  
et des études économiques  
Mesurer pour comprendre

## Statistiques locales

### Outil de visualisation de cartes, tableaux, graphiques, rapports



Indicateurs



Rapports



Données externes



Zonages

## Les bénéfices de l'exploitation des données publiques

L'exploitation des données en libre accès apporte plusieurs avantages aux collectivités locales. Elle permet d'affiner la connaissance du territoire, d'améliorer la planification des services publics et de renforcer la transparence auprès des citoyens.

L'un des premiers bénéfices est la capacité à mener des diagnostics territoriaux précis. Grâce aux indicateurs disponibles via l'INSEE et l'*Observatoire des Territoires*, les collectivités peuvent identifier les zones en tension sur le marché du logement, les secteurs où l'offre de santé est insuffisante ou encore les quartiers où la précarité sociale est la plus marquée. Cela leur permet d'adapter leurs politiques locales et d'allouer les ressources de manière plus efficace.





L'exploitation des données publiques favorise également une meilleure coordination des actions locales. Par exemple, les données de la Caf sur les prestations sociales permettent d'évaluer les besoins en structures d'accueil pour la petite enfance et d'ajuster les dispositifs d'accompagnement des familles. De même, les informations fournies par *France Travail* aident les collectivités à structurer leurs politiques d'insertion professionnelle en ciblant les secteurs en pénurie de main-d'œuvre. Les données de la DREES sur la santé publique permettent également d'identifier les besoins en infrastructures médicales et en professionnels de santé sur un territoire donné.

Enfin, la mise à disposition de ces données en *open data* renforce la transparence et l'implication citoyenne. Certaines collectivités utilisent ces statistiques pour alimenter des plateformes interactives où les citoyens peuvent consulter les grands indicateurs du territoire et proposer des actions à intégrer dans les projets municipaux. L'utilisation de tableaux de bord interactifs facilite également la visualisation des tendances territoriales et l'adaptation des politiques publiques en fonction des évolutions observées.

## L'accompagnement des collectivités par les cabinets de conseil

Les collectivités locales font régulièrement appel à des cabinets de conseil spécialisés pour exploiter ces données et mener des démarches stratégiques. Ces experts interviennent notamment dans l'élaboration de diagnostics telles des analyses des besoins sociaux, la réalisation de conventions territoriales globales, la production de schémas de mobilité etc.

Sujet cher à notre cabinet d'étude, l'analyse des besoins sociaux repose sur l'exploitation des données publiques pour identifier les principales problématiques d'un territoire. Les indicateurs de l'INSEE, les données de la Caf, de *France Travail* et celles des observatoires locaux permettent d'établir un état des lieux précis sur des sujets comme la précarité, l'accès aux services publics ou le vieillissement de la population. Grâce à ces éléments, les cabinets de conseil aident les collectivités à structurer leurs politiques sociales et à mettre en place des dispositifs adaptés aux réalités locales.

De même, les conventions territoriales globales s'appuient également sur ces bases de données pour coordonner les actions des collectivités en matière de développement social et de solidarité. En exploitant les indicateurs fournis par les organismes publics, les cabinets de conseil aident les élus à définir des priorités et à déployer des actions concrètes dans les domaines de la petite enfance, de l'accompagnement des personnes âgées ou encore de l'insertion professionnelle. L'utilisation des bases de données permet aussi d'analyser les disparités territoriales et de mettre en place des politiques d'aménagement adaptées aux besoins locaux.



Dans le domaine de la mobilité, les collectivités utilisent les données issues des observatoires régionaux et nationaux pour améliorer l'offre de transports en commun et favoriser les mobilités douces. Par exemple, l'analyse des flux de déplacement fournie par l'INSEE et le SDES permet de mieux adapter les horaires et les trajets des bus et des trains en fonction des besoins des habitants. De même, les données sur la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre contribuent à l'élaboration de politiques locales en faveur de la transition écologique et de la réduction de l'empreinte carbone des transports.

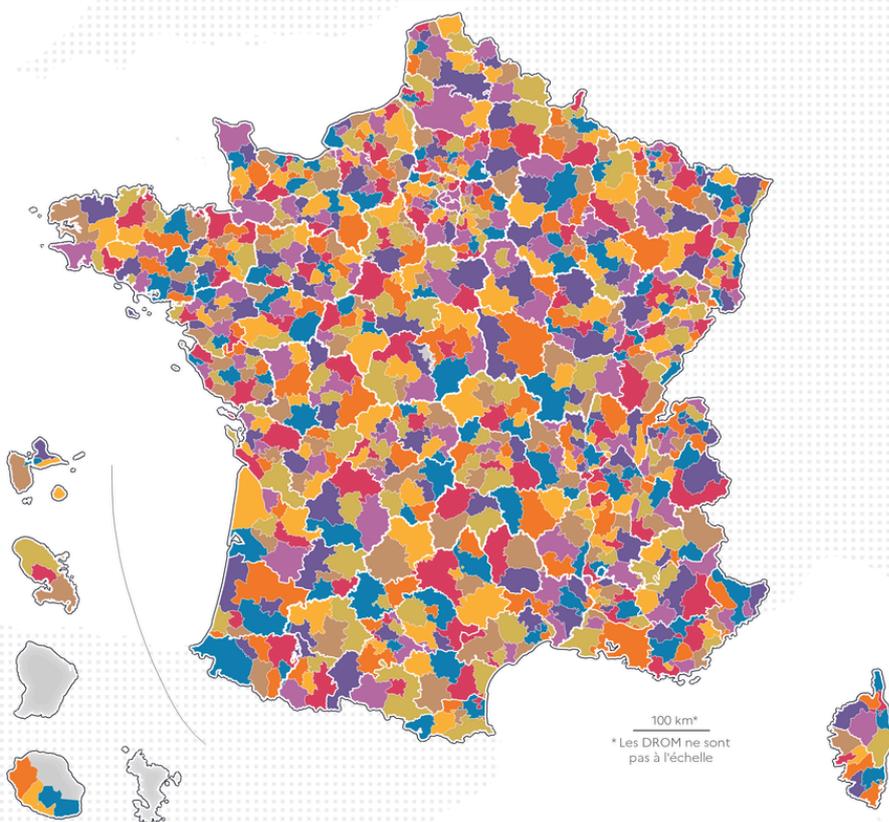
En matière de logement, les collectivités exploitent les données issues des bases de la DREES et de l'ANCT pour suivre l'évolution des besoins en logement et ajuster les plans d'urbanisme en conséquence. Par exemple, en identifiant les zones où la demande est la plus forte, elles peuvent encourager la construction de logements abordables et mettre en place des aides pour l'accèsion à la propriété.

## 833

### PÉRIMÈTRES DES CONTRATS DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE (CRTE)

À date du 18 mars 2021

-  Limite du CRTE
-  Territoire en cours de discussion

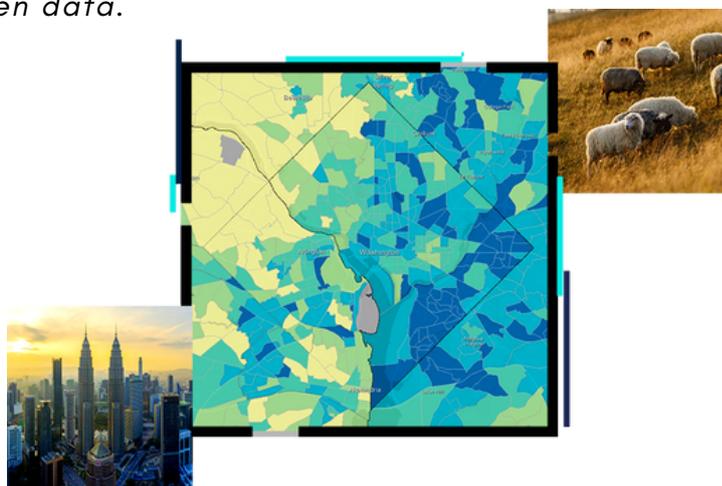


Sources : ANCT 2021, IGN 2021 • Réalisation : ANCT pôle adt - Cartographie 29/03/2021

## Les défis de l'utilisation des données publiques

Malgré les nombreux avantages qu'offrent les données en libre accès, leur exploitation par les collectivités locales présente plusieurs défis.

Le premier enjeu est la capacité à croiser et interpréter ces données de manière pertinente. Les collectivités doivent être en mesure d'analyser les indicateurs issus de différentes sources (INSEE, Caf, France Travail, Observatoire des Territoires, DREES, SDES) afin d'en tirer des enseignements opérationnels. Cela nécessite des compétences spécifiques en traitement et en visualisation des données, notamment via des outils comme les S.I.G (Systèmes d'Information Géographique) ou les plateformes d'*open data*.



Un autre défi est la mise à jour et la fiabilité des données utilisées. Certaines bases de statistiques sont actualisées à des fréquences différentes, ce qui peut parfois compliquer leur exploitation pour des prises de décision en temps réel. Par exemple, les recensements de l'INSEE sont réalisés tous les cinq ans, alors que les données de France Travail sur le chômage sont mises à jour mensuellement. Les collectivités doivent donc jongler avec ces temporalités pour ajuster leurs analyses. L'intégration de données en temps réel reste encore un défi majeur.

Enfin, l'accès aux données et leur interopérabilité entre différents services et échelons administratifs représentent un enjeu majeur. Les collectivités doivent travailler à rendre ces données facilement exploitables et à intégrer des outils permettant leur partage entre les différentes institutions publiques. Une meilleure harmonisation des formats de données et la mise en place d'infrastructures numériques adaptées faciliteront leur exploitation à grande échelle.

## Les perspectives d'avenir

L'avenir de l'utilisation des données publiques par les collectivités locales repose sur le développement de plateformes d'analyse plus accessibles et interactives. Des outils basés sur l'intelligence artificielle et l'*open data* permettront d'améliorer encore davantage la visualisation des indicateurs et d'automatiser certaines analyses pour faciliter la prise de décision. Le recours aux technologies de *Big Data* et au *machine learning* pourrait permettre de mieux anticiper les évolutions territoriales et d'optimiser les politiques publiques.

En conclusion, l'exploitation des données issues des statistiques publiques constitue un levier essentiel pour optimiser les politiques locales et renforcer l'efficacité des actions menées par les collectivités. Toutefois, pour maximiser les bénéfices de cette transformation numérique, il est crucial de développer des compétences adaptées en analyse de données, d'améliorer l'accessibilité des bases existantes et de favoriser la collaboration entre les différentes instances publiques.

